

MÉTÉO SYNDICALE...

En fin de semaine dernière, à Amiens, ça rassemblait tous azimuts. Des syndicalistes de toute la France étaient venus soutenir les travailleurs en lutte de Goodyear. Métallos d'Arcelor-Mittal de Florange, salariés de la raffinerie Pétroplus de Petit-Couronne, de Renault Cléon, de l'usine de thé Éléphant de Gémenos, de l'usine Continental de Clairvoix, de PSA Aulnay...

Les drapeaux de la CGT flottaient au vent, ceux de SUD et de la CNT aussi.

Aux micros, des discours hauts en couleurs où tout le monde en prenait pour son grade: de Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT, à François Hollande, en passant par Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. Quant à la direction de Goodyear: *«Ils vont cracher, je vous le promets. On va les plumer...»*. Il s'agissait, bien sûr, des indemnités de licenciement. Mais la question d'un avenir salarial reste dans les brumes.

Mercredi de la semaine dernière, un protocole a été signé entre la direction et les syndicats du site d'Amiens Nord. On peut appeler ça des garanties, mais même un triplement de la prime de licenciement suffit-il à vraiment consolider l'avenir au-delà de quelques années?

Ministre émérite, Arnaud Montebourg a déclaré: *«Cet accord ouvre la voie à la possibilité de Titan, qui avait demandé que le conflit entre la CGT et Goodyear soit définitivement soldé»*. Késako? Ça ne correspond pas exactement aux promesses faites sur le parking d'Amiens Nord par l'actuel locataire de l'Élysée! Une autre question: comment dit-on *«vivre et travailler en pays picard»*?

Faudra-t-il attendre les beaux jours pour y voir plus clair et écouter les jugements de *«gâchis syndicaliste»*?

Faut-il vraiment considérer comme une première victoire l'annonce du gouvernement de reporter le projet de suppression des élections prud'homales? Le renouvellement des conseillers prud'homaux à une date butoir: décembre 2015. Il faudra poursuivre la pression et la mobilisation pour le retrait de ce projet de loi.

Lundi dernier, les syndicats CGT, SUD et SNU du ministère du Travail ont organisé un meeting national à la Bourse du travail de Paris. Cela suffira-t-il à renverser la tendance? Pendant que le président Hollande va à confesse, Christian Garrette, syndicaliste CGT de La Poste à Annecy, est toujours mis à pied en vue de son licenciement et ce depuis 2011. Son crime? Dénigrement de l'entreprise, insultes envers la hiérarchie. En fait, résistance aux restructurations drastiques. Il a du mouron à se faire en ces temps de liaison affichée Gattaz-Hollande. Pas question pour autant de baisser les bras !

Jean-Pierre GERMAIN
Groupe Salvador-Segui